

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 25/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MAGGIONI S.A.**

Lieu-dit « La Lisière »  
21560 Bressey-Sur-Tille

Références : 2025-231  
Code AIOT : 0005402421

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement MAGGIONI S.A. implanté Le Joannot - Les Cinquante Journaux - La Mare aux Chênes 21110 Genlis. L'inspection a été annoncée le 25/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAGGIONI S.A.
- Le Joannot - Les Cinquante Journaux - La Mare aux Chênes 21110 Genlis
- Code AIOT : 0005402421

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est une sablière exploitée en eau dont la remise en état, réalisée de manière coordonnée à l'exploitation, prévoit le remblaiement jusqu'au terrain naturel avec des déchets inertes extérieurs.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté que la clôture du site, située au nord en bordure des parcelles ZN15 et ZN16, avait été endommagée à deux endroits : un premier endommagement causé par la végétation tombée sur la clôture et un deuxième endommagement où la clôture semble avoir été coupée (fil barbelé coupé). Ces ouvertures de clôture n'interdisent pas l'accès aux zones dangereuses (plan d'eau) à toute personne extérieure à la carrière.

Par ailleurs, il a également été constaté que le grillage reliant les deux portails à l'entrée du site avait été déplacé afin de permettre un accès en contournant le portail fermé. Pendant la visite, l'exploitant a replacé le grillage correctement entre les portails afin d'interdire l'accès à toute personne étrangère au site.

**DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE :** Il est demandé à l'exploitant de faire le nécessaire pour rétablir la clôture.

**DEMANDE DE JUSTIFICATIF :** Il est demandé à l'exploitant de confirmer que l'ouvrage vu dans le virage du chemin d'accès à la carrière est bien le piézomètre n°6. Si tel n'est pas le cas, il indiquera, dans la mesure du possible, à quel ouvrage cela correspond.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Entretien et surveillance du séparateur d'hydrocarbure	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 4.2.2.2 / 4.2.2.3 / 9.2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 9.2.2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Epaisseur d'extraction	AP Complémentaire du 18/01/2022, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Utilisation des matériaux alluvionnaires	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5 et 1.5.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats lors de la visite, il apparaît que les résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines réalisée par l'exploitant mériteraient d'être plus commentés et interprétés, et d'être plus précis pour qu'ils puissent valoir bilans quadriennaux. Il est donc demandé à l'exploitant de prendre en compte le guide du Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires « surveillance de la qualité des eaux souterraines » (2022) dans les prochains rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines de la carrière. L'entretien du séparateur d'hydrocarbures et l'interprétation des résultats des analyses en sortie du séparateur d'hydrocarbures nécessitent également des précisions de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Utilisation des matériaux alluvionnaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Production
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>2.2.3.6.1</u> Les matériaux extraits sont exclusivement réservés à l'usage de la fabrication de béton hydraulique. L'exploitant doit justifier toute autre utilisation du gisement (réponse à des exigences de normes établies pour la fabrication d'ouvrages spécifiques). [...]</p> <p><u>2.2.3.6.2</u> L'utilisation des matériaux extraits pour des travaux de remblaiement ou de comblement est strictement interdite.</p> <p><u>2.2.3.6.3</u> L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Ce registre renseigné hebdomadairement doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis par courriel un tableau des matériaux sortants mensuellement du site pour l'année 2024. Le détail des quantités sortantes est renseigné quotidiennement.</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, la totalité des matériaux extraits est utilisée par l'entreprise MAGGIONI pour la fabrication de béton prêt-à-l'emploi (BPE) ou d'agglos dans la centrale à béton qu'elle exploite sur la commune de Bressey-sur-Tille. Il indique également avoir substitué une partie des matériaux alluvionnaires par des matériaux calcaires issus de roches massives dans les formulations de la centrale à béton.</p> <p>L'exploitant a réalisé sa déclaration au titre de l'année 2024 sur la plateforme de déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP). Cela étant,</p>

l'exploitant déclare une quantité totale extraite (intégrant la quantité de stérile générée) de 4kt sur l'année 2024, ce qui est inférieur à la quantité notée sur le registre des matériaux sortants pour certains mois, comme le mois de mars 2024 (4790 t).

**OBSERVATION :** Il a été demandé à l'exploitant de corriger sa déclaration GEREP afin de la mettre en cohérence avec son registre de suivi des matériaux extraits.

Même si la déclaration réalisée au titre de l'année 2024 sur la plateforme GEREP appelle les observations ci-dessus, l'exploitant déclare une seule installation transformant les matériaux extraits sur le site : il s'agit de son installations située à Bressey-sur-Tille. Il déclare également une seule famille d'usage des produits expédiés : à savoir un usage de «granulats pour bétons et mortiers hydrauliques y compris BPE et préfabriqués». Ces éléments sont cohérents avec les déclarations de l'exploitant lors de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Entretien et surveillance du séparateur d'hydrocarbure

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 4.2.2.2 / 4.2.2.3 / 9.2.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Protection des eaux

##### **Prescription contrôlée :**

##### 4.2.2.2 Entretien et surveillance du séparateur d'hydrocarbure

Le séparateur d'hydrocarbure doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire.

##### 4.2.2.3 Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies (concentrations maximales moyennes sur une période de 2heures) :

MES : 35 mg/l

DCO : 125 mg/l

HCT : 5mg/l

L'analyse est faite selon les normes en vigueur.

Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C.

##### 9.2.2.1 Eaux rejetées

L'exploitant fait réaliser en sortie du décanteur déshuileur prévu à l'article 4.2.2.1 des mesures annuelles de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.2.2.3 Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

**Constats :**

En amont de la visite, l'exploitant a transmis par courriel les rapports de surveillance de la qualité de l'eau souterraine pour les années 2022, 2023 et 2024 qui comprennent les résultats d'analyses en sortie du décanteur déshuileur.

Par sondage, l'inspection choisit de contrôler le rapport relatif à l'année 2023.

**NON CONFORMITE : La concentration en Matière en Suspension (MES) mesurée en sortie du décanteur est de 171 mg/l.**

Pour les autres paramètres, les valeurs mesurées sont inférieures aux valeurs seuils fixées dans l'arrêté préfectoral :

- HCT : <0,10 mg/l

- DCO : <30 mg/l

Selon le rapport, la concentration en MES mesurée pourrait "s'expliquer par les conditions de prélèvement qui a été réalisé après un épisode de pluie susceptible d'avoir entraîné la mise en suspension des particules fines présentes dans le décanteur".

Des dépassements ont été constatés à plusieurs reprises depuis 2013. **La justification donnée dans le rapport n'apparaît donc pas satisfaisante**

**DEMANDE DE JUSTIFICATIFS : Il est demandé à l'exploitant d'interpréter de manière plus précise les raisons des dépassements régulièrement constatés, notamment au regard du dimensionnement et de l'entretien du séparateur d'hydrocarbures.**

Lors de la visite sur le terrain, il a été constaté que l'aire étanche était recouverte de terre/gravillons, et notamment au niveau de la grille de récupération à la surface de l'aire étanche. **L'attention de l'exploitant a été appelée sur la nécessité de nettoyer régulièrement l'aire étanche, notamment afin d'éviter la saturation du séparateur d'hydrocarbures.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 9.2.2.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Protection des eaux

**Prescription contrôlée :**

#### 9.2.2.2.1 Eaux souterraines au droit des piézomètres

L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres prévus à l'article 2.1.5.1 et sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, hydrocarbures totaux, DCO, DBO, nitrates.

Après démarrage du remblaiement, ce suivi porte également sur les paramètres : chlorures, sulfates, sodium, oxygène dissous, MES, hydrocarbures totaux, métaux lourds, COT, BTEX, PCB,

HAP.

Une mesure des niveaux d'eau au droit de chaque piézomètre est réalisée toutes les deux semaines pendant toute la période d'exploitation.

### 9.3.3 bilan quadriennal

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans après le démarrage du remblaiement, un dossier faisant le bilan de l'autosurveillance prévue à l'article 9.2.2 et 9.2.3.

Il comporte l'analyse des résultats de surveillance des eaux souterraines et des sols sur la période quadriennale écoulée ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R.512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

### **Constats :**

En amont de la visite, l'exploitant a transmis par courriel les rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines pour les années 2022, 2023 et 2024.

Par sondage, l'inspection choisit de contrôler le rapport relatif à l'année 2023.

Des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ont été détectés (naphtalène : 4,67 µg/l et phénanthrène : 1,33 µg/l) au niveau du piézomètre 5 mais aucune explication ou interprétation n'est réalisée dans le rapport. Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer la présence de ces HAP sur le piézomètre 5.

Le bilan annuel 2023 transmis à l'inspection contient le bilan de l'auto-surveillance et précise qu'il est « similaire aux campagnes précédentes » mais ne précise pas sur combien d'années est effectuée la comparaison. Afin de répondre complètement aux prescriptions relatives au bilan quadriennal, cette analyse est à réaliser, a minima, sur les 4 années précédentes. A défaut, un bilan quadriennal spécifique est à réaliser et à transmettre à l'inspection tous les 4 ans conformément à la prescription de l'arrêté préfectoral.

**DEMANDE DE JUSTIFICATIFS :** Il est demandé à l'exploitant d'être plus précis dans l'interprétation des résultats des analyses de suivi de la qualité des eaux, notamment pour ce qui concerne la période avec laquelle les résultats sont comparés (4 ans s'il souhaite que les rapports valent bilans quadriennaux). Il lui est également demandé de commenter les résultats obtenus depuis 2023 sur le paramètre HAP.

**DEMANDE D'ÉVOLUTION DES RAPPORTS :** En plus de préconiser de s'appuyer sur l'évolution des résultats par rapport aux campagnes précédentes pour l'interprétation des résultats, le guide du Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires « surveillance de la qualité des eaux souterraines » (2022) préconise de s'appuyer sur les critères de qualités des eaux préalablement établis (état initial, amont hydraulique, valeurs réglementaires, etc.). Il est donc demandé à l'exploitant de prendre en compte ces éléments, et plus généralement ceux issus du guide susmentionné, dans les prochains rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines de la carrière.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Périmètre d'éloignement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5 et 1.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u><b>Chapitre 1.5 Périmètre d'éloignement</b></u>  Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. [...] <u><b>1.5.5 Voies routières</b></u> Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 15 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation au droit de la RD109J.
<b>Constats :</b>  En amont de la visite, l'exploitant a transmis par courriel le plan topographique mis à jour le 10 février 2025. Il n'a pas été identifié de zone où le délaissé périphérique n'a pas été respecté. La visite sur site a permis de constater la cohérence entre le plan et le terrain. La visite n'a pas permis non plus d'identifier de zone où le délaissé périphérique n'a pas été respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Epaisseur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/01/2022, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'extraction de sable graveleux concerne les alluvions calcaires récentes argilo-limoneuses du Quaternaire sur une épaisseur maximale de 4,2 m et sur une épaisseur moyenne de 2 m. L'exploitant justifiera des profondeurs atteintes, au regard des données géologiques établies au dossier. Un contrôle bathymétrique est réalisé annuellement. En aucun cas, le substratum, composé d'une couche argileuse, ne doit être endommagé, entamé ou excavé.
<b>Constats :</b>  En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel le plan d'exploitation mis à jour le 10 février 2025 (une version avec un fond orthophoto et une version avec un fond topo,



comprenant notamment la bathymétrie). Le plan fait apparaître les cotes des points significatifs, mais ne comporte pas les informations sur l'épaisseur extraite ou permettant de la déterminer.

Afin de contrôler l'épaisseur d'extraction, l'exploitant indique qu'il réalise la différence entre le terrain naturel et les cotes figurant sur le plan d'exploitation.

**DEMANDE DE JUSTIFICATIF :** Il est demandé à l'exploitant d'ajouter au plan d'exploitation les informations relatives à la profondeur d'extraction, ou permettant de la déterminer.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois